

**DOCUMENT D'INFORMATION DU PROJET (PID)
FINANCEMENT ADDITIONNEL**

Rapport No.: PIDA4243

Nom du Project	Projet de Renforcement des Filets Sociaux - Financement Additionnel (P149621)
Nom du Projet Parent	Projet de Renforcement des Filets Sociaux de Djibouti (P130328)-Réponse à la Crise
Région	MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD
Pays	Djibouti
Secteur(s)	Autres services sociaux (100%)
Thème(s)	Filets sociaux (60%), Autre protection sociale et gestion des risques (20%), Nutrition et sécurité alimentaire (20%)
Instrument de Prêt	Financement de Projets d'Investissement
Identification du Projet	P149621
Identification du Projet Parent	P130328
Emprunteur(s)	Gouvernement de Djibouti
Agence d'Exécution	Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS)
Catégorie Environnementale	B-Evaluation partielle
Date de Préparation du PID	1 ^{er} Mai 2014
Date prévue d'approbation par le Conseil d'Administration	30 Octobre 2014
Décision	
Autre Décision	

I. Contexte du Projet

Contexte du Pays

Djibouti est l'un des plus petits pays d'Afrique avec une population relativement jeune. La population est estimée à un peu moins de 900 000 et près de 75 pourcent est âgé de moins de 35 ans. Le pays est presque une ville-État avec 80 pourcent de la population vivant dans Djibouti-ville. La population rurale se compose principalement de populations pastorales et nomades pauvres qui occupent à peine l'arrière-pays, une extension des déserts de l'Ethiopie et de la Somalie. La croissance réelle du PIB devrait atteindre 6 pourcent par an dans les prochaines années, stimulée par un fort investissement direct étranger (IDE) et les investissements publics. Toutefois, Djibouti est un pays à déficit vivrier qui dépend pratiquement entièrement des importations pour satisfaire ses besoins alimentaires. Le pays reste vulnérable aux risques majeurs de croissance et de stabilité macroéconomique, y compris les chocs exogènes tels que les prix du carburant et des produits alimentaires, et les catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les

inondations. En outre, en raison de son emplacement stratégique dans la Corne de l'Afrique et à l'extrémité sud de la mer Rouge, les situations économiques ou sécuritaires indésirables des pays voisins et l'instabilité sociale et politique intérieure pourraient constituer des risques potentiels pour la croissance. Dans l'ensemble, le secteur des services représente près de 80 pourcent de l'économie. Bien que 20 pourcent de la population dépende de l'agriculture pour sa subsistance, elle contribue pour moins de 4 pourcent du PIB, y inclus la culture, l'élevage et la pêche. L'emploi est essentiellement informel, avec environ 68 pourcent des emplois dans le secteur informel.

Une grande partie de la population souffre d'extrême pauvreté, avec des effets négatifs sur les indicateurs de développement humain. Les données officielles basées sur la dernière enquête de 2012 sur les ménages suggèrent que 41,9 pourcent de la population vit dans l'extrême pauvreté (à peine changé par rapport à 2002). La pauvreté est particulièrement importante dans les zones rurales : 7 Djiboutiens sur 10 vivant à l'extérieur de la ville de Djibouti sont extrêmement pauvres et 9 sur 10 sont relativement pauvres. Les indicateurs de développement humain restent faibles en 2012, classant Djibouti au 164^{ème} rang sur 187 pays et plaçant le pays bien en dessous de la moyenne régionale. En raison de la grave sécheresse de 2012 - la pire en 60 ans - au moins 20 pourcent de la population de la capitale et les trois quarts des ménages ruraux sont restés vulnérables à une insécurité alimentaire sévère et modérée. Malgré des efforts récents, la malnutrition reste élevée à Djibouti, avec 30 pourcent des enfants de moins de cinq ans souffrants de malnutrition chronique, 30 pourcent d'insuffisance pondérale, et 18 pourcent des enfants souffrants de malnutrition aiguë (enquête SMART 2103).

Contexte Sectoriel et Institutionnel

Dans ce contexte, les filets sociaux deviennent d'une importance cruciale pour atténuer les effets dévastateurs de la pauvreté. Pourtant, à Djibouti, l'efficacité du ciblage des filets sociaux est pire que celle des pays ayant des niveaux de développement économique comparables. L'échelle et le financement des programmes existants d'assistance sociale restent insuffisants pour protéger la plupart des groupes pauvres et vulnérables, les critères d'admissibilité sont pour la plupart par catégorie et ne sont pas basé sur des critères de pauvreté similaires au (proxy-) means-testing, et les programmes sont fragmentés et manquent de coordination. Le gouvernement s'est engagé à accroître l'équité et l'efficacité des prestations d'aide sociale pour les ménages pauvres et vulnérables. Le gouvernement a augmenté ses efforts pour améliorer la conception et l'efficacité des programmes d'assistance sociale, ce qui se traduit par une augmentation de la CPIA de 10b (programmes de filets sociaux) de 2,5 en 2001 à 3,0 en 2012. Pour améliorer le ciblage et veiller à ce que les avantages atteignent les plus pauvres et les plus vulnérables, la stratégie de renforcement des filets sociaux du gouvernement (développé en 2012) donne la priorité au développement d'un registre national des ménages pauvres et vulnérables pour un meilleur ciblage, l'intégration des différentes formes d'assistance sociale et de coordination de l'aide des bailleurs de fonds. La prévention de la malnutrition est considérée comme une responsabilité fondamentale du gouvernement (il est un pilier central de la stratégie de renforcement des filets sociaux du gouvernement) pour sauver des vies, éviter des pertes économiques, et de progresser vers l'augmentation du capital humain et l'achèvement des objectifs de développement, y compris l'OMD 1. L'investissement dans la nutrition a également été identifié à l'échelle mondiale, comme "un des meilleurs investissements" et comme un investissement économiquement valable, capable de sauver la vie des mères et des enfants et améliorer les résultats sur le plan de l'éducation, ce qui à son tour stimule la productivité économique (Consensus de Copenhague 2012).

Le Projet de Renforcement des Filets Sociaux est à l'avant-garde d'une stratégie à long terme pour prévenir la malnutrition, l'autonomisation des femmes, et l'amélioration du ciblage de l'aide sociale. Ce programme novateur vise à accroître l'efficacité des interventions nutritionnelles en misant sur l'impact créé par les revenus supplémentaires à court terme sur l'état nutritionnel. Le programme met l'accent sur

les critiques des 1000 premiers jours de la vie, en combinant une composante de travail visant les femmes enceintes et les mères d'enfants âgés de 0-2, aux activités de nutrition communautaires. L'intervention du projet basée sur l'approche des « 1.000 premiers jours » démontre que les dommages sont irréversibles une fois que l'enfant atteint 24 mois. Après ce temps, il est presque impossible pour les enfants de récupérer des déficits de développement. Les nouveau-nés de faible poids de naissance par exemple, sont non seulement plus susceptibles de devenir chétifs mais aussi d'avoir une réduction des capacités cognitives au cours de la croissance, ce qui à son tour contribue à la baisse de productivité économique. L'approche vise également à aborder le cycle intergénérationnel de malnutrition, ce qui reflète le fait que la malnutrition commence souvent pendant la grossesse - souvent appelé retard de croissance intra-utérin. Les enfants nés avec une insuffisance pondérale à la naissance deviennent des enfants et des adolescents souffrants de malnutrition. Une femme souffrant de malnutrition est plus susceptible d'avoir un bébé avec un poids faible à la naissance et de mourir lors de l'accouchement, qu'une femme bien nourrie. Les bébés avec un poids faible à la naissance sont plus susceptibles de devenir chétifs, et une fille ayant un retard de croissance à une plus grande probabilité d'avoir des complications pendant la grossesse et l'accouchement, et de plus fortes chances d'avoir un enfant au poids insuffisant à la naissance, continuant ainsi le cycle intergénérationnel de malnutrition.

Un facteur clé de la malnutrition est la pauvreté et le chômage. En fait, la récente croissance économique ne s'est pas traduite par d'importantes créations d'emplois. La plupart des ménages pauvres (taille moyenne de 6 personnes) comptent sur les revenus d'un seul membre de famille. Par exemple, les données d'enquête recueillies par la Banque mondiale en 2011 suggèrent que 10,7 pourcent des ménages dans le quartier de la capitale appelée " quartier Moustiquaire " n'ont pas de gagne-pain du tout, 81,1 pourcent ont un seul revenu, et 8,2 pourcent des ménages ont deux gagne-pain. Parmi ceux-ci, 39,5 pourcent sont des travailleurs salariés, 17,1 pourcent sont des travailleurs autonomes, et 42,8 pourcent sont journaliers. D'autres données suggèrent que la plupart des entreprises sont des micro-entreprises dans les secteurs des services et environ 68 pourcent des emplois sont estimés être dans le secteur informel. Parmi la population rurale, qui est en grande partie (semi-) nomades organisée selon les structures tribales, le pastoralisme est la principale source de subsistance. Le manque d'eau - en particulier pendant les trois à quatre mois de saison sèche et pendant les sécheresses - ainsi que la dégradation des ressources naturelles, principalement en raison du surpâturage dans les zones où l'eau est plus facilement accessible, menace les moyens de subsistance en milieu rural. Pour avoir accès à des sources d'eau et à des infrastructures publiques de base comme les écoles, de nombreuses familles s'installent temporairement à proximité des villages et des centres urbains.

Les jeunes et les femmes sont particulièrement vulnérables et risquent de ne pas se lancer dans le marché du travail. Bien que l'accès à l'enseignement primaire et secondaire se soit considérablement amélioré au cours de la dernière décennie, le décrochage scolaire après l'école primaire reste élevé et le taux d'alphabétisation est faible, en particulier dans les zones rurales (selon les données de 2012, le taux d'alphabétisation en dehors de Djibouti -Ville est de 31,5 pour cent). La plupart des jeunes ne participent pas à l'économie formelle et bien que le taux de chômage officiel soit estimé à 50-60 pourcent, il est probablement au-dessus de 70 pourcent chez les jeunes de moins de 30 ans. Les femmes et filles sont confrontées aux charges supplémentaires associées au faible taux d'alphabétisation et de scolarisation et du taux d'inactivité économique élevé. Le taux d'alphabétisation des femmes s'élève à environ 39,5 pourcent (contre 60,1 pour cent pour les hommes), et tombe à 22 pourcent en dehors de la capitale. Bien qu'aucune donnée officielle relative à l'activité économique des femmes ait été incluse dans la publication par le gouvernement des données récentes de l'enquête, le taux élevé d'inactivité globale (plus de 60 pour cent) et l'incidence élevée de familles n'ayant qu'un seul gagne-pain suggèrent que peu de femmes ont un emploi rémunéré. Celles qui sont économiquement actives sont généralement engagées dans des activités

de petits commerces dans le secteur informel, y compris la préparation et la vente de produits alimentaires et artisanaux.

Les principaux obstacles à l'éducation, aux soins de santé et à la participation dans le marché du travail sont généralement la résistance à la scolarité dans les familles, les rôles traditionnels et les responsabilités du ménage, la pauvreté des ménages, les mariages précoces, et l'accès limité aux services de santé. En dépit de ces contraintes, il y a des fenêtres d'opportunité pour l'autonomie économique des femmes. Malgré l'environnement socialement conservateur dans lequel elles vivent, les femmes et les filles ne sont généralement pas découragées ou empêchées d'accéder aux formations ou aux opportunités d'emplois par les membres masculins de la famille, et il n'y a pas de barrières culturelles contre l'esprit d'entreprise. En outre, des consultations communautaires et la recherche qualitative effectuée dans le cadre du programme de renforcement des filets sociaux confirment qu'en majorité, les femmes gèrent le revenu du ménage et partagent la prise de décision sur l'allocation des dépenses. Ces résultats suggèrent que le revenu supplémentaire généré par les femmes pourrait directement renforcer leur autonomisation économique au sein du ménage et favoriser la sécurité alimentaire et les transferts intergénérationnels. Ces hypothèses sont actuellement testées à travers une évaluation d'impact rigoureuse.

II. Objectif (s) de Développement du Projet

A. Objectifs de Développement du Projet actuels - Projet Parent

Les Objectifs de Développement du Projet sont les suivants : i) créer des opportunités d'emplois temporaires pour les personnes pauvres et vulnérables à travers des projets communautaires à forte intensité de main-d'œuvre ; et ii) améliorer les pratiques nutritionnelles pour les enfants en âge préscolaire et les femmes enceintes/allaitantes participant au programme.

B. Objectifs de Développement du Projet proposés - Financement Additionnel (FA)

III. Description du Projet

Nom de la Composante

Travaux et Services Communautaires à Haute Intensité de Main-d'œuvre.

Commentaires/observations (optionnel)

Travaux et services communautaires à haute intensité de main-d'œuvre sont offerts sur le court terme aux ménages participants au programme de nutrition (voir ci-dessous). Les femmes bénéficiaires du programme de nutrition sont le groupe principal cible et 70 pourcent des bénéficiaires du programme de travail sont des femmes.

Nom de la Composante

Assistance Sociale Basée sur la Nutrition en Soutien aux Investissements en Capital Humain.

Commentaires/observations (optionnel)

Les services de nutrition sont offerts par la communauté aux ménages pauvres comprenant des femmes enceintes et des enfants de 0-24 mois. En outre, le projet soutien des activités de stimulation pour le

développement de la petite enfance, pour les enfants âgés entre 24 et 56 mois, en les dirigeant vers et en soutenant les centres de soins pour enfants.

Nom de la Composante

Ciblage, Suivi et Evaluation

Commentaires/observations (optionnel)

Cette composante comprend un certain nombre d'activités pour cibler les bénéficiaires et faire le suivi des processus et des résultats du programme. Dans ce volet, le Secrétariat d'Etat charge de la Solidarité Nationale (SESN) développe un registre sociale afin que les bénéficiaires ciblés et leurs familles puissent être identifiés de manière unique et pour veiller à ce que les bénéfices distribués correspondent avec exactitude à leur destinataires.

Nom de la Composante

Gestion et Administration du Projet

Commentaires/observations (optionnel)

IV. Financement (en Million de dollars EU)

Coût Total du Projet :	5.00	Financement Total de la Banque :	5.00
Ecart de Financement:	0.00		
Source de Financement			Montant
Emprunteur /Bénéficiaire			0.00
Association Internationale de Développement (IDA)			5.00
Total			5.00

V. Mise en Œuvre

L'exécution du projet est en cours depuis plus d'un an et est jugée satisfaisante à la fois pour la réalisation des ODP et les progrès dans la mise en œuvre. Justification du FA : Le gouvernement de Djibouti a demandé l'appui de la Banque mondiale pour intensifier les activités du programme de renforcement des filets sociaux basé sur la nutrition et pour augmenter les fonds disponibles pour soutenir le développement d'un registre social pour améliorer la capacité du gouvernement à cibler les bénéficiaires et pour faire le suivi des progrès et des résultats. L'engagement et l'appropriation du projet par le gouvernement est démontré par son engagement à contribuer au financement du registre social (principalement pour les ressources humaines locales). Le financement additionnel est justifié par l'expansion des activités réussies de nutrition et de travaux publics et pour financer le coût fixe élevé du registre social. L'agence d'exécution a démontré dans le cadre du projet pilote (financé par une subvention du FJDS) qu'il a la capacité d'offrir un plus grand volume d'activités.

VI. Politiques de Sauvegarde (y compris les consultations publiques)

Les Politiques de Sauvegarde déclenchées par le projet	Oui	Non
Evaluation Environnementale OP/BP 4.01	X	
Habitats Naturels OP/BP 4.04		X
Forêts OP/BP 4.36		X
Gestion des Insectes Nuisibles OP 4.09		X
Ressources Physiques et Culturelles OP/BP 4.11		X
Population Indigènes OP/BP 4.10		X
Réinstallation Involontaire OP/BP 4.12		X
Sécurité des Barrages OP/BP 4.37		X
Projets sur les voies d'eaux internationales OP/BP 7.50		X
Projets dans les zones litigieuses OP/BP 7.60		X

Commentaires/observations (optionnel)

L'OP / BP 4.01 Politique d'évaluation environnementale est déclenchée à cause des impacts potentiels spécifiques au site et ayant peu d'effets négatifs qui peuvent être associés à des sous-projets en particulier pour les petits travaux de construction / réhabilitation. Il est prévu que tous les sous-projets soient de catégorie B ou C. Le projet initial a été établi sous la disposition PO 8.00 (Réponse rapide aux crises et situations d'urgence), et un Cadre de Présélection environnementale et sociale (CPSESC). Le CPSESC a été mis à jour pour inclure les nouvelles zones géographiques et de prendre en considération tous les nouveaux types de sous-projets qui n'ont pas été pris en compte dans le CPSESC d'origine, avant d'être soumis à la consultation et publié dans le pays et à l'Infoshop le 21 mai 2014.

VII. Point de Contact

Banque Mondiale

Contact :
Stefanie Koettl - Brodmann

Titre :
Economiste

Tel :
202-473-7164

Courriel :
sbrodmann@worldbank.org

Emprunteur/Client/Bénéficiaire

Nom :
Gouvernement de Djibouti
Contact :

Titre :
Tel :
Courriel :

Agences d'Exécution

Nom :
AGENCE DJIBOUTIENNE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL (ADDS)

Contact :
M. Mahdi Mohamed Djama

Titre :
Directeur General de l'ADDS

Tel :
25321357184

Courriel :
direction@adds.dj

VIII. Contactez pour de plus amples informations:

InfoShop

The World Bank

1818 H Street, NW

Washington, D.C. 20433

Telephone: (202) 458-4500

Fax: (202) 522-1500

Web: <http://www.worldbank.org/infoshop>